

Crise financière globale : Réponses alternatives de l'Afrique

Conférence organisée par
la Coalition pour le Dialogue sur l'Afrique (CoDA)

Tunis, 28 novembre 2009, Banque africaine de Développement

Yves Ekoué AMAÏZO, Ph. D., MBA

Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence « *Afrology* »
Consultant international, Finance et Management des affaires internationales

Email: yeamaizo@yahoo.com - Internet: www.afrology.com et www.amaizo.info -

SOMMAIRE

1. **Résilience économique et développement : poser les bonnes questions**
2. **Impact de la crise financière de 2008 sur l'Afrique**
3. **Réactions des autorités africaines**
4. **Réponses alternatives : pouvoir d'achat et prospérité économique**
5. **La prochaine étape : rendre des comptes sur des Pactes agiles et participatifs**

Conception alternative du « Développement »

Au-delà de
l'accumulation de
la richesse et de la
croissance du PIB
ou des revenus

**Pauvreté : Privation des droits
essentiels y compris processus
participative dans la création de
la prospérité économique**

**Partager le
« leadership »
avec les femmes**

**DEVELOPMENT COMME UN
PROCESSUS INCLUSIVE**

- **AU DELA DU ROLE DU MARCHÉ ET DE
L'ÉTAT (Tous deux ont failli)**
 - ✓ **Création de richesse (marché + efficace)**
 - ✓ **Egalité et distribution (Etat mieux placé)**

- **AU DELA DE EFFICIENCE ET DE EGALITE**
 - ✓ **Rendre compte sur des valeurs des
des normes**
 - ✓ **Legitimité, démocratie,**
 - ✓ **Solidarité et efficience collective**

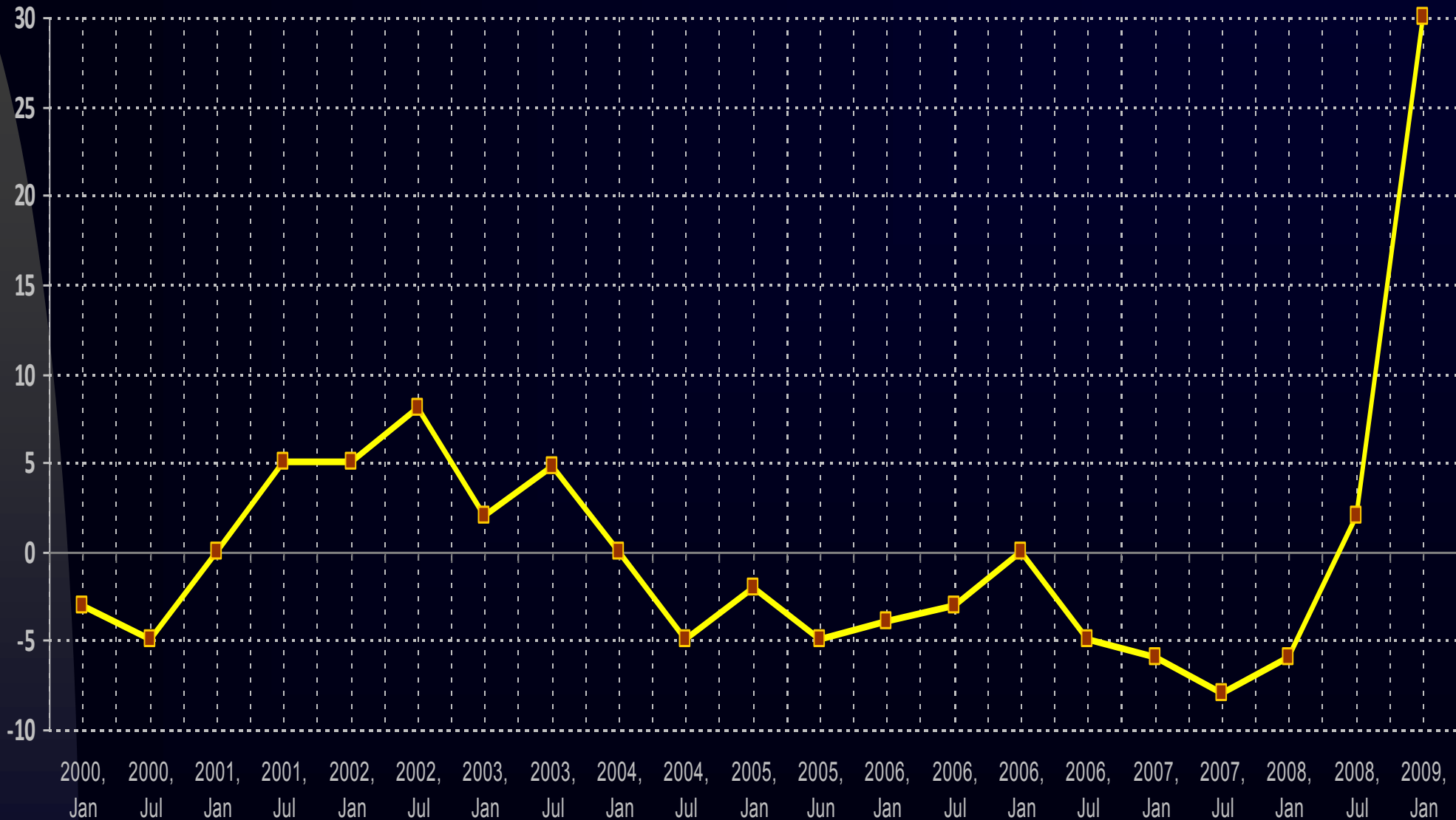
**DEVELOPMENT COMME UN
PROCESSUS DE REGULATION**
(Economie, social, culturel et politique)
(Par opposition à un processus d'injection)

Freine la promotion des valeurs

Diffusion unilatérale de
« vision dogmatique
du marché » ou de
« l'Etat » sans
alternatives de
réformes

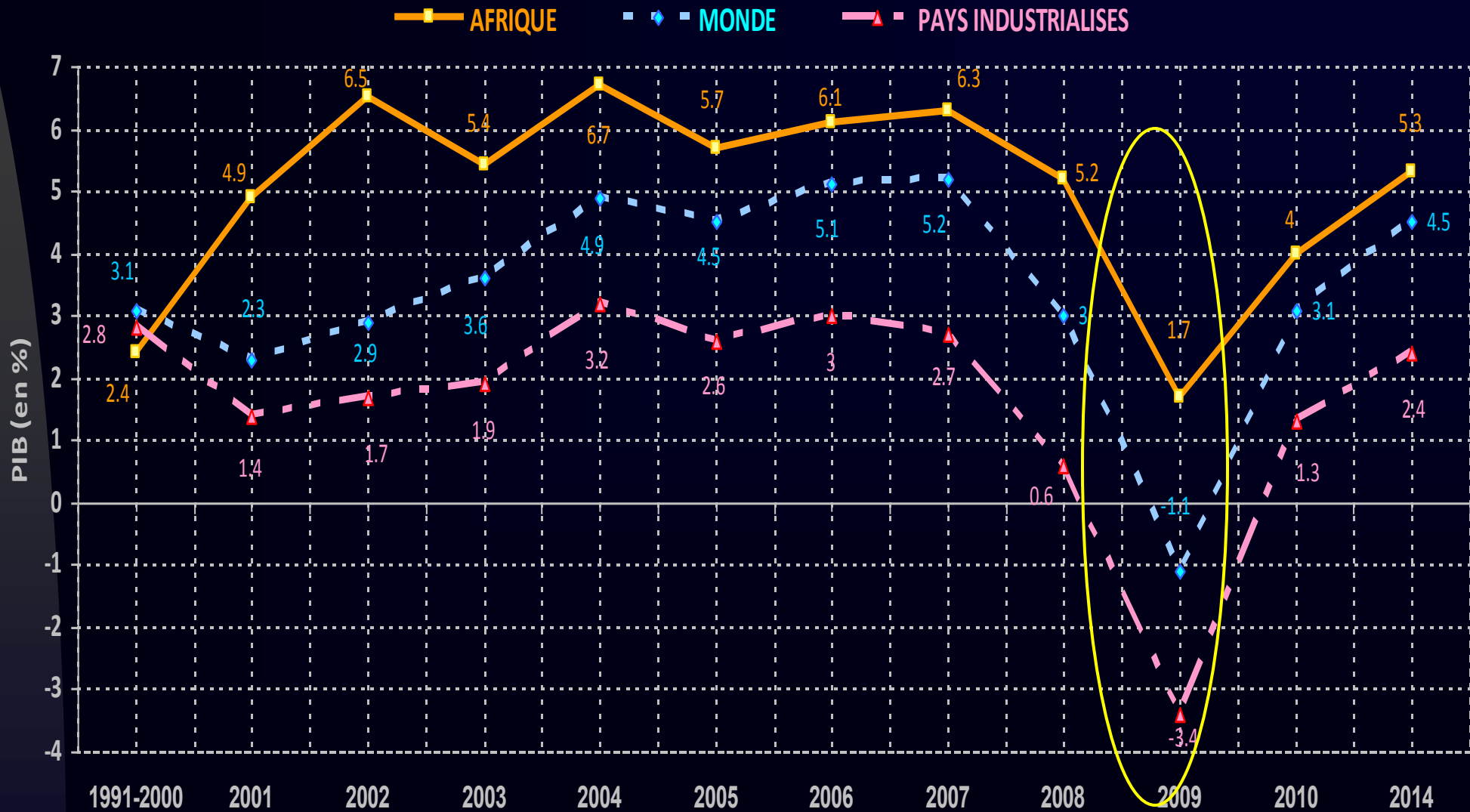
Concentration des pouvoirs
sur les structures
productives sans
réinvestissement local

NIVEAU DU CHÔMAGE AU PLAN MONDIAL (changement en %) 2000-2009 (2 fois par an)



Source: IMF, "Protecting People, Promoting Jobs, September 2009, p. 6 (Data are estimations from G20 and 34 countries (when statistics available)).

L'AFRIQUE CONTRIBUE A LA CROISSANCE MONDIALE, 1991-2014, (changement annuel du PIB, en %)



1. Résilience économique et développement :

Poser les bonnes questions

AFRIQUE ET LA CRISE FINANCIERE DE 2008 :

Prise de conscience stratégique, reformulation des objectifs et différenciation des politiques

□ Crises récurrentes sur le continent :

- Energie
- Alimentaire
- Structure de l'économie (création de richesse partagée)

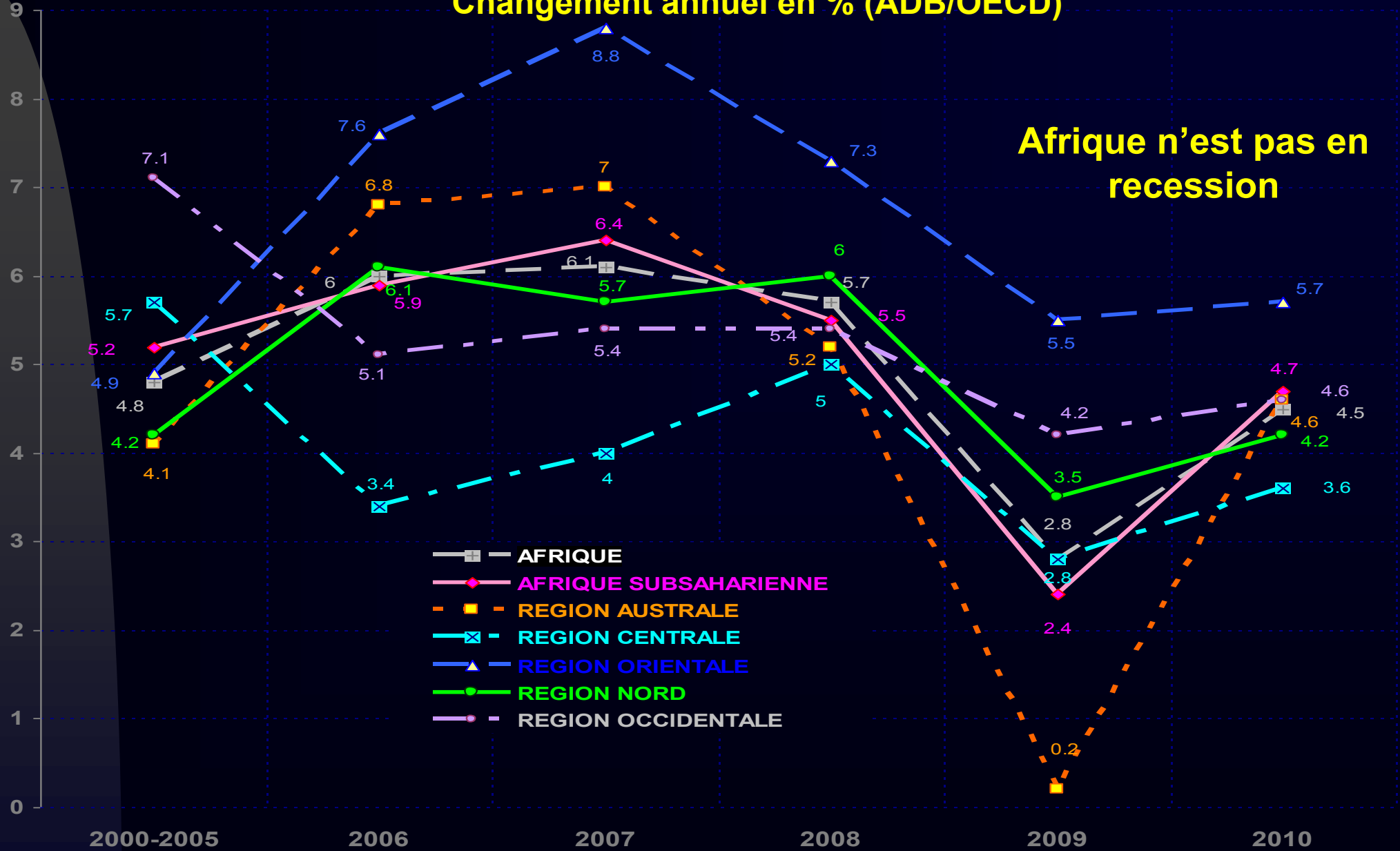
□ Afrique, incapable d'organiser son futur ?

- ✓ Dépendance durable envers l'aide au Développement ?
- ✓ Otage impuissant du marché ?
- ✓ Aucun intérêt collectif dans la recherche de la souveraineté économique ?
- ✓ Aucun intérêt dans l'amélioration quotidienne et future du mieux-être des Africains ?
- ✓ Absence de discipline collective en réponse à la crise financière de 2008 et aux crises structurelles ?

2. Impact de la crise financière de 2008 sur l'Afrique

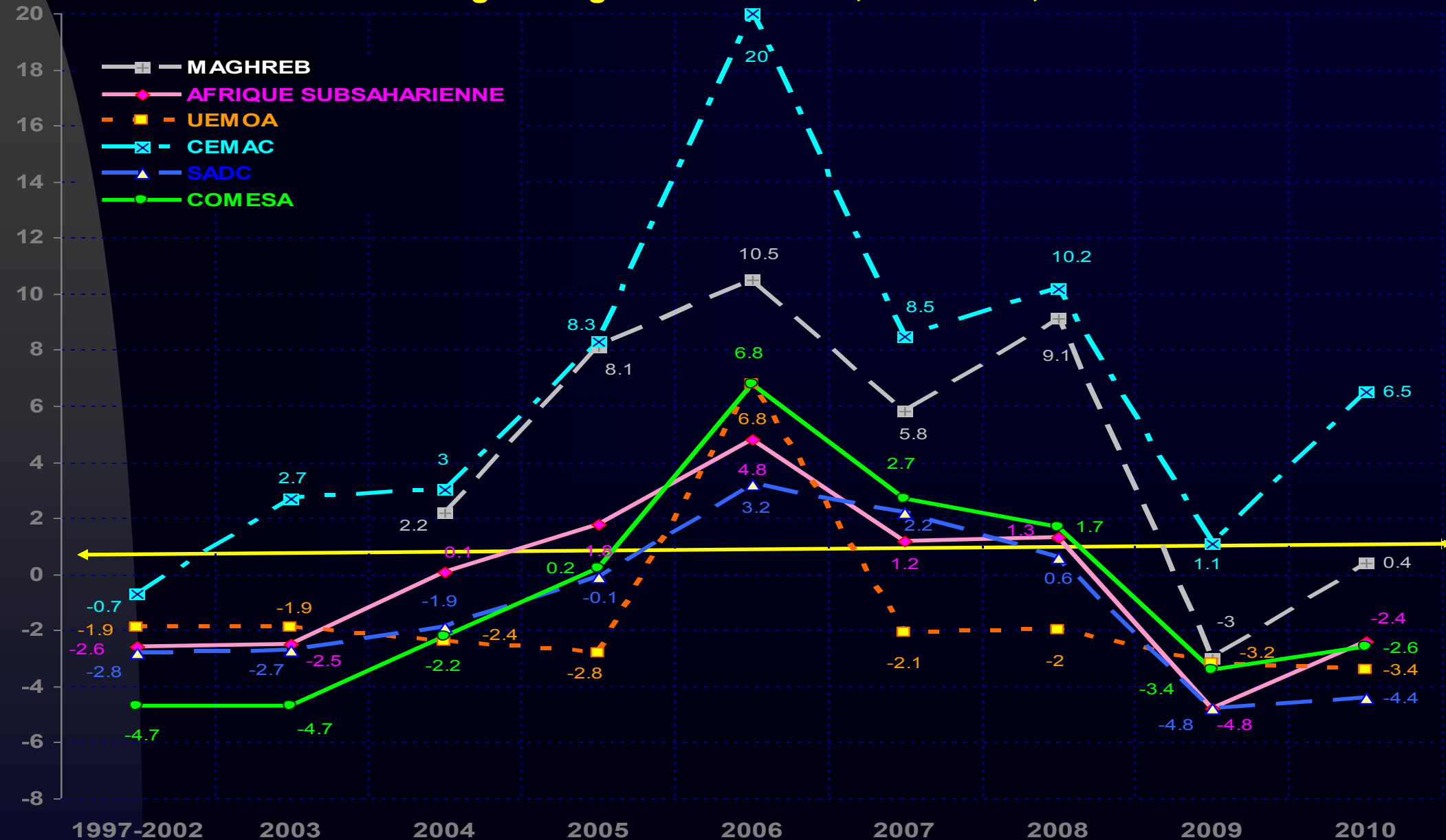
AFRIQUE : CROISSANCE DU PIB PAR REGIONS, 2000-2010

Changement annuel en % (ADB/OECD)



LA CRISE FRAPPE LES MARGES BUDGETAIRES

Solde budgétaire global avec dons, 1997-2010, en % du PIB

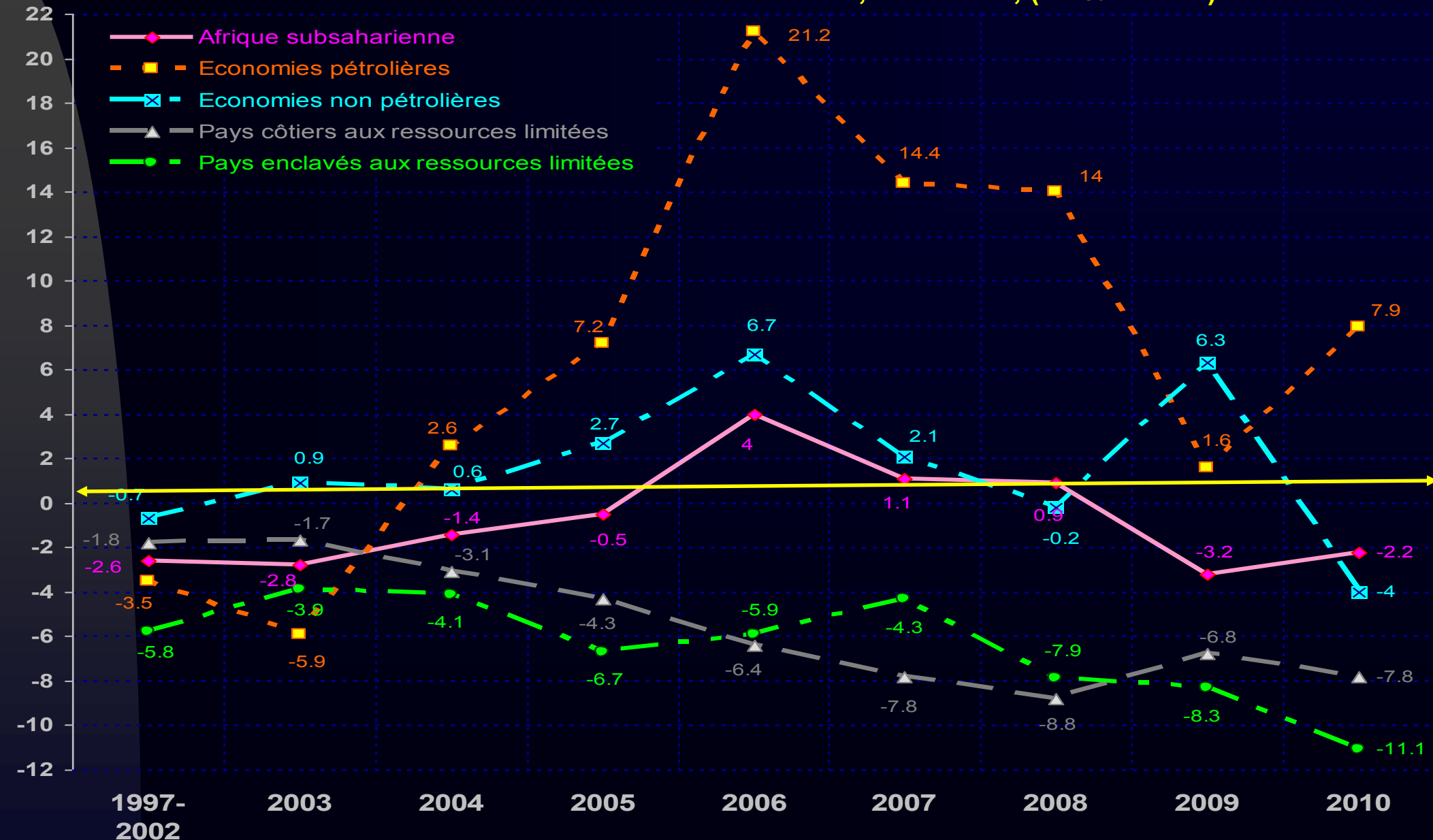


* Maghreb: For 2004: average of Central Government Fiscal Balance: 2000 to 2004

Source: IMF, REO, SSA: *Weathering The Storm*, Oct. 2009, p. 69. and IMF, REO, ME & CA, Oct. 2009, p. 50.

LA CRISE FRAPPE SELON LA STRUCTURE DE L'ECONOMIE

Solde extérieur courant avec dons, 1997-2010, (en % du PIB)



UNE CRISE FINANCIERE 2008 DECALEE ET LIMITANT LES MARGES DE MANOEUVRE DE L'AFRIQUE

**Vulnérabilité
et
Réactivité**

**Anticipation
et
Résilience**

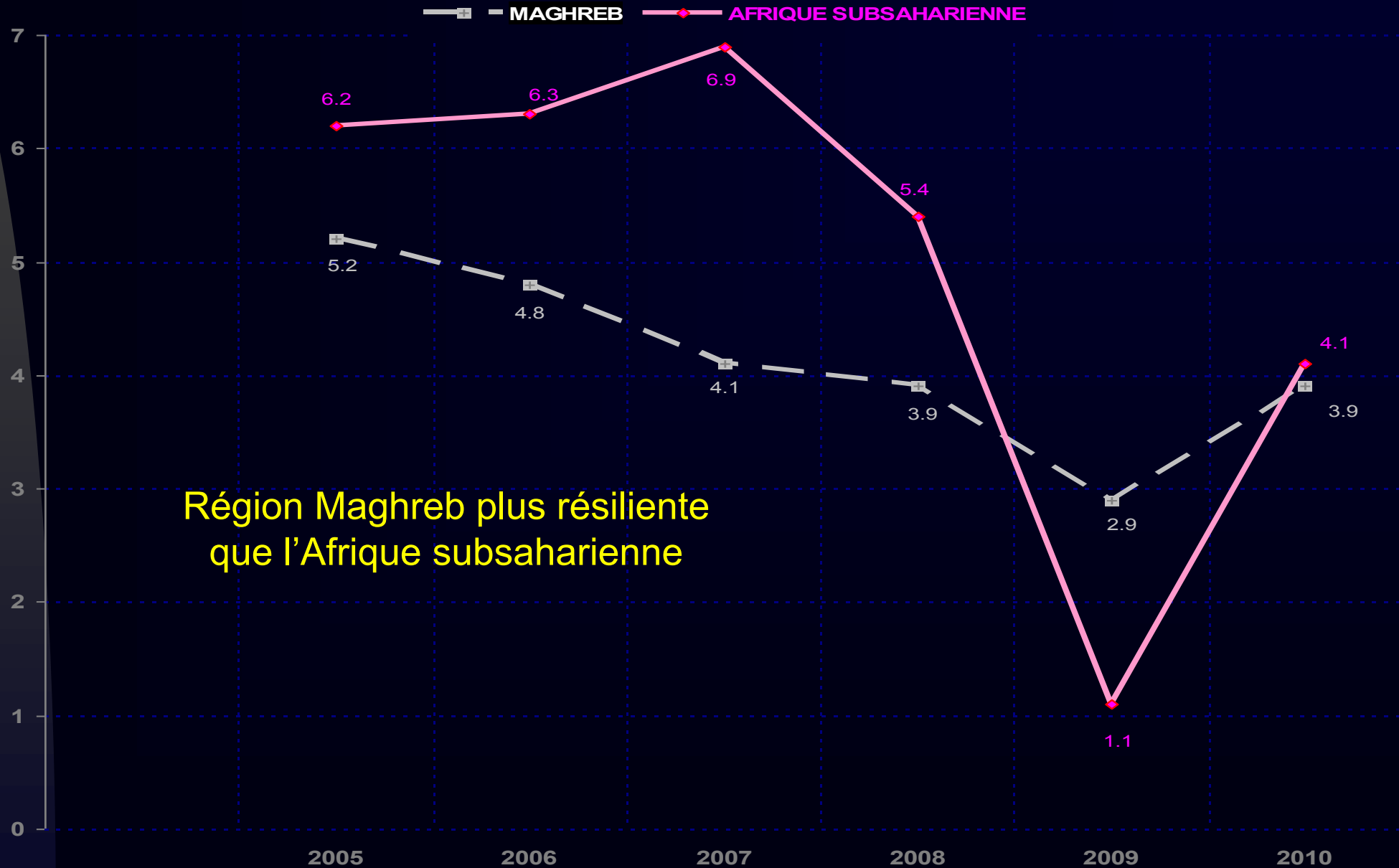
**Ressources
externes**

**Ressources
internes**



3. Réactions des autorités africaines

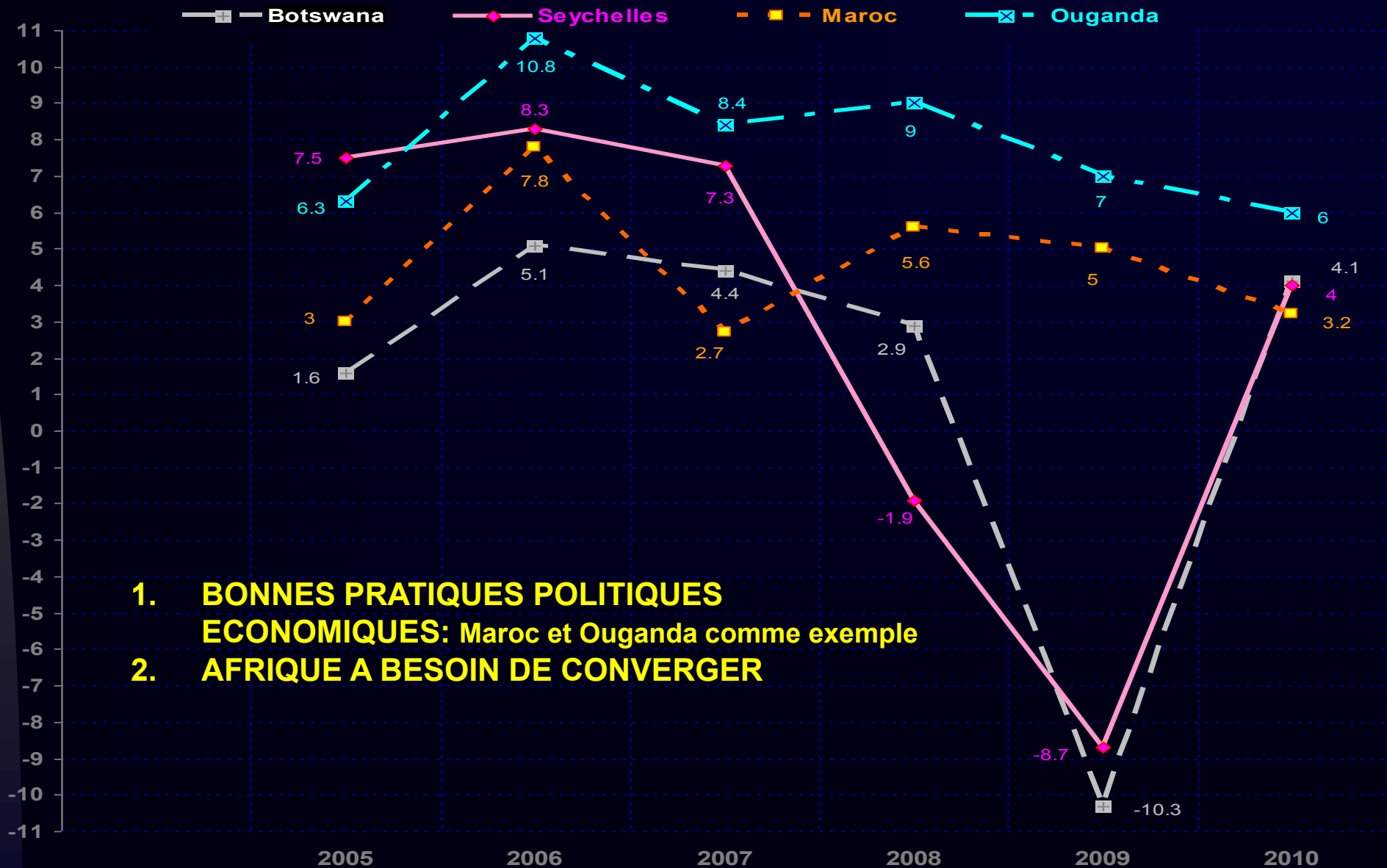
AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET MAGHREB (Croissance du PIB réel, changement annuel en %)



Région Maghreb plus résiliente
 que l'Afrique subsaharienne

*Source: IMF, REO, SSA: *Weathering The Storm*, Oct. 2009, p. 62. and IMF, REO, ME & CA, Oct. 2009, p. 44.

**BOTSWANA et SEYCHELLES (plus touchés) et OUGANDA et MAROC (moins touchés)
(Croissance du PIB réel, changement annuel en %)**



1. **BONNES PRATIQUES POLITIQUES ECONOMIQUES: Maroc et Ouganda comme exemple**
2. **AFRIQUE A BESOIN DE CONVERGER**

*Source: IMF, REO, SSA: *Weathering The Storm*, Oct. 2009, p. 62. and IMF, REO, ME & CA, Oct. 2009, p. 44.

CONVERGENCE ET STABILITE MACROECONOMIQUE

MARGE DE MANOEUVRE:

Stabilité d'abord, relance ensuite

1. Croissance du PIB/hab. > 2,25 %
2. Inflation: < 6 %
3. Volatilité du taux change < 6 %
4. Surplus du solde
 - 4.1 Solde budgétaire
 - 4.2 Solde commercial
 - 4.3 Solde balance des paiements
5. Dette extérieure < 60 % PIB
6. Service de la dette et délai de grâce
7. Financement concessionnel additionel
8. Limitation de la fuite des capitaux
9. Réserves internationaux
10. Dette intérieure soldée
11. Subvention ciblée
12. Régulation du secteur bancaire
13. Diversification des partenaires stratégiques
14. Tirant avantages de la reprise globale (termes de l'échanges, prix des matières premières, commerce global, flux des capitaux et des ressources...)

PREALABLES

1. Reprise globale
2. **Déficit fiscal et budgétaire élevé réorienté vers les structures productives**
3. Soutien de la politique monétaire
4. **Effectivité des mesures de soutien au pouvoir d'achat**
5. Retour de la confiance interbancaire
6. **Prix des matières premières stables**
7. Mesures spécifiques pour les populations les plus vulnérables
8. Refuser une Taxe sur les transactions financières pour couvrir les actifs toxiques
9. Organiser les anticipations de nouvelles crises (en référence aux crises de 1970, 1975, 1982, 1991...)
10. Mettre en place un processus ou un mécanisme pour rendre compte au public (Accountability)
11. **Principe de Régulation et de redistribution avec un Etat régénéré (Partenariat public-privé), approche du bas vers le haut**

4. Réponses alternatives : Pouvoir d'achat et prospérité économique

ECONOMIES RESILIENTES EN AFRIQUE EN 2009 (PIB réel, changement annuel en %)

- ❑ Toutes les économies africaines sont résilientes à la crise financière de 2008
- ❑ **SAUF 8 pays**
 1. Botswana (Chute du prix du diamant), PIB : -10,3 %- **PIB/hab: -11,4 %**
 2. Guinée Equatoriale (Volatility du prix du pétrole), PIB : -5.4% - **PIB/hab: -8,1 %**
 3. Gabon (Volatility du prix du pétrole et campagne électorale), PIB: -1% - **PIB/hab: -2,4 %**
 4. Lesotho (Absence de diversification), PIB:-1% - **PIB/hab: -2.8 %**
 5. Madagascar (Crise politique crisis), PIB: -0.4% - **PIB/hab: -3 %**
 6. Namibie (absence de diversification), PIB: -0.7% - **PIB/hab: -1,6 %**
 7. Seychelles (Contraction sévère du Tourisme), PIB: -8.7% - **PIB/hab: -8,9 %** -
 8. Afrique du Sud (Importation alimentaire et trop grande intégration au marché mondial avec les effets induits, inégalités croissantes et violence), PIB: -2.2% - **PIB/hab: -3,2%**
- ❑ **Zimbabwe n'est pas sur cette liste, PIB: 3.7% - PIB/hab: 3,7 %**

REPONSES ET NON-REPONSES DES AUTORITES AFRICAINES :

Les "Triple A": Anticipation, Agilité et Après-crise

ANTICIPATION :

Stabilité d'abord

1. Inscription dans la loi de finance/budget: relance par la consommation
 - ✓ Préserver le Pouvoir d'achat
 - ✓ Relever les revenus des ménages
 - ✓ Stimulus fiscal
2. Augmentation de l'investissement public (grand travaux)
3. Accélération du rythme de décaissement des dépenses publiques (projets/programmes nationaux et internationaux)
4. Identification des principales chutes dans les ressources

AGILITE :

Préserver les structures productives

1. Comité de veille stratégique Public-privé
2. Etudes de conjonctures sur les secteurs directement touchés
3. Plan de soutien aux entreprises productives afin de préserver l'emploi
4. Etude des marchés alternatifs et diversification stratégique des partenaires
5. Soutien au secteur bancaire pour un retour de la confiance interbancaire
6. Mesures spécifiques pour les populations les plus vulnérables
7. Exemption fiscale ciblée

APRÈS-CRISE

Relance l'économie sur de bases alternatives

1. Changement du paradigme économique (croissance économique partagée, prospérité économique et solidarité contractuel)
2. Maîtrise des fondamentaux économiques
3. Assurer le financement des PME et de la micro-économie
4. Augmentation l'investissement public (infrastructure et intégration régionale)
5. Plan MLT aux secteurs touchés
6. Augmentation du pouvoir d'achat et des salaires
7. Institutionnalisation de la coordination et concertation avec le secteur privé et la société civile (approche participative)

EFFETS ET CHOCS DE LA CRISE FINANCIERE 2008

RESILIENCE

1. Dépendance limitée vis-à-vis des fluctuations de la demande (produits non transformés)
2. Pas/Peu touché par précédentes crises énergie/pétrole, alimentaire
3. Fondamentaux macro-économiques positifs et stables (PIB, Inflation, Déficit budgétaire, Surplus du commerce, Balance des paiements excédentaires, Réserves en augmentation, service de la dette limitée...
4. 4e trimestre 2008: Chute de la croissance économie, Baisse significative et déficit (recettes extérieures, recettes fiscales, ressources (IED, IP, ARE, Dons, AT), solde commercial négatif, dette intérieure non honorée, destruction d'emplois
5. Résilience en 2009/2010: Reprise lente
6. Mesures tampons de soutien au pouvoir d'achat
7. Augmentation du rôle de régulation et de redistribution de l'Etat

NON-RESILIENCE

1. Chute du commerce mondial (-11,3 %) et contraction de la demande globale
2. Chute du prix de la matière première non transformée mais exportée
3. Chute des recettes fiscales
4. Raréfaction des ressources non génératrices d'endettement et augmentation de ressources génératrices de conditionalités agressives (Flux des capitaux limités)
5. Assèchement de l'accès au crédit
6. Chute des transferts d'argent des Africains résidant à l'étranger (ARE)
7. Détérioration des principaux indicateurs macro-économiques
8. Faible niveau des structures productives, des institutions bancaires, d'appui et de transaction
9. Processus de rendre compte au public (Accountability) inexistant
10. Principe de régulation et redistribution par l'Etat non-transparent et non-efficace
11. Perte de la marge de manoeuvre budgétaire, fiscale, et de souveraineté économique

Crise de surproduction

Approche ponctuelle et
conjoncturelle

Approche stratégique,
structurelle et systémique

**CRISE DE PERENNISATION DE
LA STRUCTURE PRODUCTIVE**

Pression de
l'environnement

Opportunités offertes
par l'environnement

Trop de temps consacré à
"gérer" l'Etat et ses services,
réparés les externalités liés
à un environnement non
favorable

Accidents fréquents dans le
cycle de vie des produits,
des services et de la
structure productive

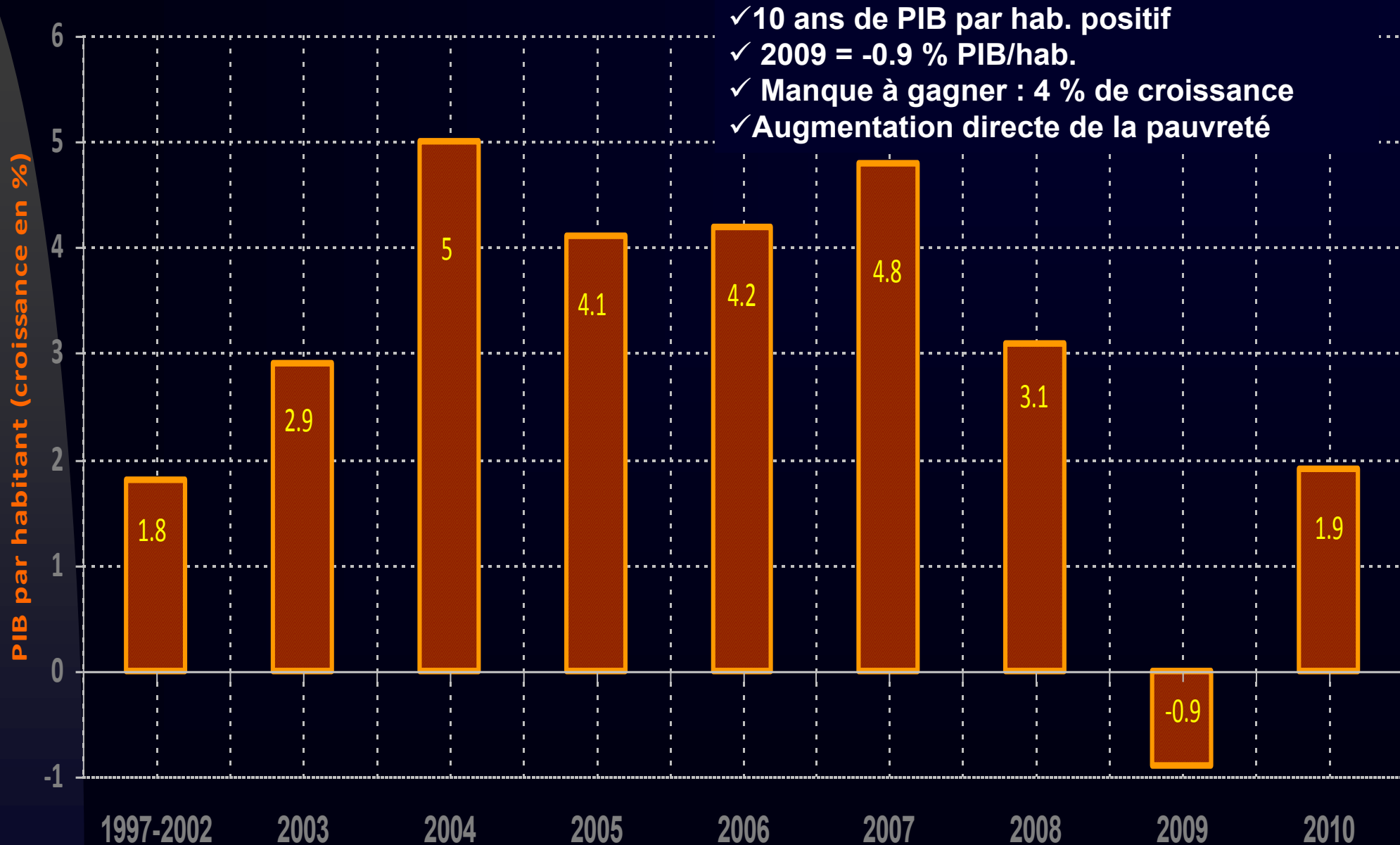
Crise de la production

VULNERABILITES CUMULATIVES : S'ATTELER A REPARER LES FRAGILITES

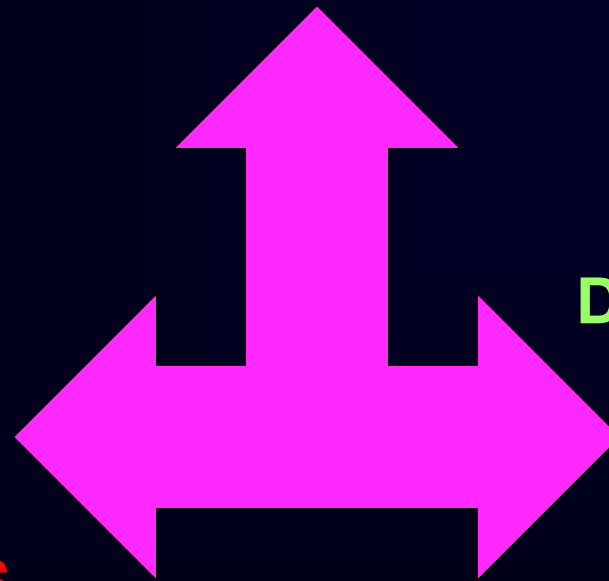
1. Pouvoir d'achat
2. Capacité productive
3. Contenu technologique
4. Transaction et logistique
5. Regulation et environnement des affaires
6. Droit à la propriété et protection des droits traditionnels à la propriété
7. Contraintes administrative et corruption
8. Accès à la finance (faible financement MLT) et accès au marché (Barrières non tarifaires et faibles de l'infrastructure de la qualité)
9. Dette intérieure non honorée aux dépens du secteur privé
10. Se comparer et se positionner avec les critères et mesures appropriés (moyenne régionale)

AFRIQUE SUBSAHARIENNE, 1997-2010

Croissance du PIB par habitant, (changement annuel en %)



**EROSION DU
CAPITAL SOCIAL**



**CROISSANCE
ECONOMIQUE SANS
CREATION D'EMPLOIS**

**DESINDUSTRIALISATION
NE PEUT ÊTRE LA
REPONSE**

**AFRIQUE DOIT REDEFINIR
SA PROPRE STRATEGIE**

SECTOR PRODUCTIF : PIERRE ANGULAIRE DE LA PROSPERITE

Variable d'ajustement économique dans le marché global	Pays avec des espaces de souveraineté budgétaire (initiatives budgétaires restreintes)	Filets Sociaux
Ressources non génératrices d'endettement	Structure Productives	Ressources non-generatrices de conditionalités excessives
Croissance économique sans création d'emplois décents	Pays avec des espaces de souveraineté budgétaire (initiatives budgétaires)	Croissance économique avec création d'emplois

CONSTRUIRE DES MARGES DE MANŒUVRES BUDGETAIRES :

**Se concentrer sur les structures productives
et rechercher la résilience économique**

VERS UNE AFRIQUE AGILE

- ❑ Politiques macro-économiques d'appui au développement des Structures et capacités productives et commerciales
- ❑ Se démarquer des politiques allant à l'encontre des intérêts des peuples africains
- ❑ Ré-orienter les ressources vers la souveraineté et la convergence économiques ainsi que l'intégration régionale
- ❑ Diversifier les partenaires stratégiques

5. La prochaine étape : Rendre des comptes sur des Pactes agiles et participatifs

Revisiter le paradigme du développement : Transformation économique et pérennisation

Apporter des réponses
aux changements
climatiques

Attirer les pays
disposant de surplus
de l'épargne vers
l'investissement
régional

Développer les structures
productives et l'emploi
(capacités, capabilités et partenariat intelligent)

APRES 2009 : SOLIDARISME CONTRACTUEL

Institutionnaliser le partenariat public-privé-société civile

- ❑ Manque à gagner de 3,5 % de croissance économique en 2009
- ❑ Afrocentricité de la prospérité économique africaine
- ❑ Vers une fiscalité responsable et adaptée
- ❑ **Pacte de soutien au pouvoir d'achat, de création de richesses partagées et à la prospérité économique**
 - A tous les niveaux: intra-national, national, sectoriel, sous-régional, régional et continental
 - ✓ Mesures d'urgence et de court terme (1-3 ans)
 - ✓ Mesures de moyen et de long terme (3-7 et 10-25 ans)
 - ✓ Mesures anti-palliatives (anti-piège de la pauvreté)

OFFRIR DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES

Crise financière de 2008 : une opportunité pour changer

MESURES D'URGENCE DE COURT TERME

MESURES DE MOYEN ET DE LONG-TERME

MESURES ANTI-PALLIATIVES

1. Adopter le nouveau rôle de l'Etat comme régulateur
2. Limiter service de la dette à 7% du budget national pour offrir des marges de manoeuvres budgétaires
3. Rembourser en priorité la dette intérieure pour soutenir les PME/PMI locales
4. Réduire les coûts de transaction et les coûts des facteurs
5. Mettre en oeuvre l'Initiative de renforcement des capacités productives en Afrique adoptée par tous les chefs d'Etat africains et le NEPAD en 2004
6. Accélérer les convergences, les harmonisations et la discipline monétaire sous-régionale

1. Intégrer le Pacte de soutien au pouvoir d'achat dans le budget/loi de finance
2. Orienter les fonds souverains africains vers les investissements dans les structures productives et les infrastructures
3. Création du Fond monétaire africain et antennes décentralisées, Banque africaine d'investissement et la Banque centrale africaine et la monnaie commune (régions décentralisées)
4. Etude des marchés alternatifs et diversification stratégique des partenaires
5. Banque de la Diaspora
6. Mesures spécifiques pour relancer la consommation et l'économie de proximité

1. Demander l'ajustement des Objectifs du Millénaire du développement: de la réduction de la pauvreté à la création de richesse partagées et d'emplois décents
2. Exiger de toutes les institutions internationales et africaines des statistiques sur l'Afrique comme continent
3. Création des contre-pouvoirs et d'institutions de veille stratégique
4. Augmenter la transparence des informations sur les bénéfices effectués en Afrique
5. Créer un organe de règlement des différends sur le solidarisme contractuel)
6. Accélérer les agglomérations de compétence

Recouvrer des espaces de souveraineté économique : Priorités nouvelles dans le financement de l'économie africaine

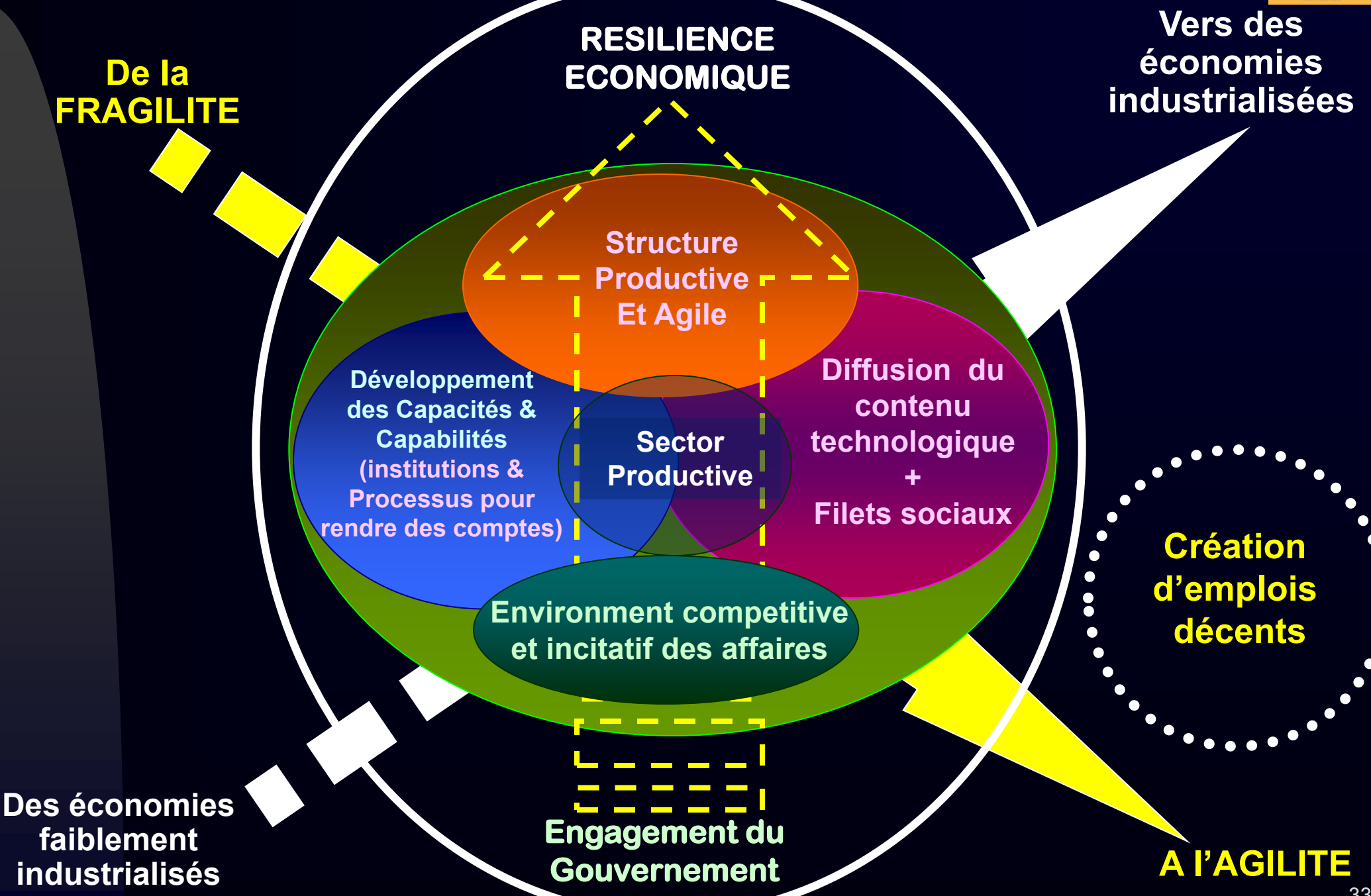
RESSOURCES NON GÉNÉRATRICES D'ENDETTEMENT

(surplus des échanges, transfert des
Africains résidant à l'étranger,
aide/dons, assistance technique)

RESSOURCES NON- GÉNÉRATRICES DE CONDITIONALITÉS EXCESSIVES

(investissements étrangers directs et
investissements en portefeuille, Honorer
la dette intérieure en temps réel)

**Des revenus de la fiscalité basée sur
un gouvernement comptable et
responsable devant le peuple
(contribuables)**



De la
FRAGILITE

**RESILIENCE
ECONOMIQUE**

Vers des
économies
industrialisées

Structure
Productive
Et Agile

Développement
des Capacités &
Capabilités
(institutions &
Processus pour
rendre des comptes)

Diffusion du
contenu
technologique
+
Filets sociaux

Sector
Productive

Environnement compétitive
et incitatif des affaires

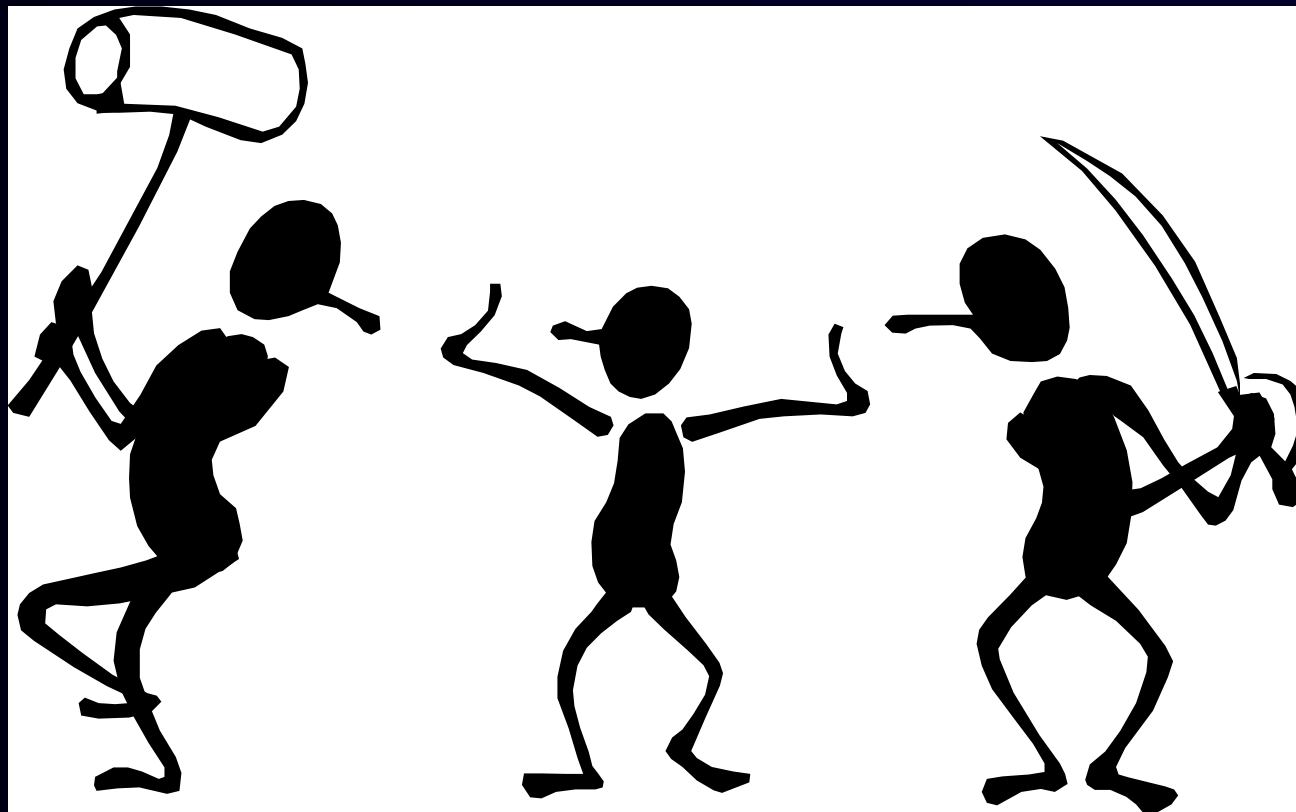
Création
d'emplois
décents

Des économies
faiblement
industrialisés

Engagement du
Gouvernement

A l'AGILITE

Discussions ?



Je vous remercie !